

Mâts de mesures éoliens, du pouvoir d'achat en moins

ENVIRONNEMENT Depuis plusieurs mois on voit fleurir sur plusieurs régions de l'Aveyron, des mâts de mesures éoliens : Sévérac, Vimenet, Gaillac-d'Aveyron (à Vaysse-Rodier), Arques, Flavin, Anglars St-Félix et Roussennac, et bien d'autres installés avant les demandes de permis. Des projets sont aussi à l'étude, souvent dans le plus grand secret (le Causse Noir, Montjoux, Rieupeyroux, Comps-la-Grandville, Le Vibal). D'autres sont en attente de décision préfectorale ou de justice (Bertholène, St-Laurent-du-Lévezou, St-Beauzély, Castelnau-Pégayrols, Lavernhe, Arques-Ségur). Ces mâts signifient l'acceptation par les élus locaux de voir se développer un futur parc éolien sur leur commune. Ils nous rappellent aussi les dernières augmentations du prix de l'électricité, générées par le photovoltaïque et l'éolien et payées par nous tous, à travers la CSPE (Contribution au service public d'électricité, en petite ligne sur notre facture). Cette taxe fourretout qui ne cesse d'augmenter depuis 2006 procure aux promoteurs éoliens des rendements financiers exceptionnels garantis par l'État en appauvrissant tous les consommateurs d'électricité et toutes les entreprises. Les bénéfices encaissés par des sociétés nationales ou étrangères, sous couvert de petites sociétés paravent, sont 40 fois supérieurs aux loyers proposés aux propriétaires fonciers. On comprend mieux l'acharnement des vendeurs d'éoliennes à démarcher tout l'Aveyron, laissant croire aux élus qu'ils sont là d'abord pour améliorer les finances de leur commune. Une fois les signatures des propriétaires fonciers obtenues, le projet a une valeur financière et peut ainsi



être revendu avant ou après sa construction comme c'est le cas pour la plupart des parcs éoliens du Lévezou, ce qui laisse sans réponse la question du démantèlement.

La France, a plus de 4200 éoliennes installées à ce jour, qui ne produisent que 2% de l'électricité, de façon intermittente, nécessitant pour les périodes sans vent, le recours aux centrales thermiques très polluantes. Il n'est pas besoin d'être un grand expert pour se rendre compte qu'en couvrant la France d'éoliennes on ne résoudra ni le problème du réchauffement climatique, ni la sortie du nucléaire (75% de notre consommation d'électricité). Par contre nous aurons défiguré notre département et notre pays, première destination touristique au monde et source importante d'emplois. Mais nous aurons surtout appauvri encore davantage les plus démunis d'entre nous, au profit de grandes multinationales qui n'ont d'autres préoccupations que de garantir des rendements financiers élevés à leurs action-

naires.

Les Etats-Unis, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grande-Bretagne viennent de mettre fin aux soutiens à la filière éolienne terrestre qui est selon le ministre anglais de l'Industrie «*le plus grand délire de l'époque actuelle*». L'éolien industriel, plus dévoreur de gaz que de vent, n'est qu'un mirage écologique. Il ouvre la porte à un grand scandale financier qui va nous coûter cher à tous, au dépend de la recherche pour un meilleur développement des autres énergies renouvelables que sont le solaire, la géothermie profonde, le bois, la méthanisation, etc., et au détriment du soutien pour l'isolation de nos logements. Si nous nous obstinons à développer l'éolien pour rien, les prix de l'électricité vont continuer de flamber et il va falloir payer. Cela va porter atteinte à la compétitivité de nos entreprises et grever lourdement notre porte-monnaie.

**LE COLLECTIF AGIR
POUR LE LÉVEZOU**